



**OFFICE BENELUX DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

**DECISION en matière d'OPPOSITION**

**N° 2005305**

**du 28 juillet 2011**

**Opposant :** **ALGECO, société par actions simplifiée**  
Chemin de Balme Espace des Berthilliers 164  
71850 Charnay les Macon  
France

**Mandataire :** **Distinctive SPRL**  
Parc scientifique Einstein  
Rue du Bosquet 3  
1348 Louvain-la-Neuve  
Belgique

**Droit invoqué :** Enregistrement communautaire 6891071  
**BATEX**  
  
contre

**Défendeur :** **SOCIÉTÉ FONCIÈRE ET FINANCIÈRE ARTEMIS BENELUX, (S.F.F.A.B.), S.A.**  
Rue de l'Épinette 21  
7500 Tournai  
Belgique

**Mandataire :** **SCP BIGNON LEBRAY & ASSOCIÉS**  
Rue des Canonnières 4  
59041 Lille Cedex  
France

**Marque contestée :** Dépôt Benelux 1201347  
**BATEXIA**

## **I. FAITS ET PROCEDURE**

### **A. Faits**

1. Le 13 avril 2010, le défendeur a procédé au dépôt Benelux de la marque verbale « BATEXIA » pour distinguer des produits et services en classes 19, 35, 36 et 37. Cette demande de marque a été mise à l'examen sous le numéro 1201347 et a été publiée le 23 avril 2010.
2. Le 21 juin 2010, l'opposant a introduit une opposition contre l'enregistrement de ce dépôt. L'opposition est basée sur l'enregistrement communautaire, numéro 6891071, de la marque verbale « BATEX » déposée le 6 mai 2008, et enregistrée le 20 avril 2009, pour des produits et services en classes 6, 19, 37 et 43.
3. Il ressort du registre concerné que l'opposant est effectivement le titulaire du droit invoqué.
4. L'opposition est introduite contre une partie des produits et services désignés en classes 19 et 37 par le dépôt contesté. Elle est basée sur tous les produits et services revendiqués par l'enregistrement antérieur.
5. Les motifs de l'opposition sont ceux consignés à l'article 2.14, alinéa 1<sup>er</sup>, sous a, de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (ci-après « CBPI »).
6. La langue de la procédure est le français.

### **B. Déroulement de la procédure**

7. L'opposition est recevable. Le 29 juin 2010, l'Office Benelux de la Propriété intellectuelle (ci-après « l'Office ») a adressé aux parties la notification relative à la recevabilité de l'opposition.
8. La phase contradictoire de la procédure a débuté le 30 août 2010. Le 8 septembre 2010, l'Office a adressé aux parties un avis relatif au début de la procédure, un délai jusqu'au 8 novembre 2010 étant imparti à l'opposant pour introduire ses arguments et pièces éventuelles.
9. Le 17 septembre 2010, l'opposant a introduit ses arguments étayant l'opposition. Ceux-ci ont été envoyés par l'Office au défendeur le 22 septembre 2010, un délai jusqu'au 22 novembre 2010 étant imparti à ce dernier pour y répondre.
10. Le 18 novembre 2010, le défendeur a réagi aux arguments de l'opposant. Le 22 novembre 2010, l'Office a transmis la réaction du défendeur à l'opposant.
11. Chaque partie a introduit ses observations dans les délais impartis par l'Office.
12. L'Office estime qu'il dispose d'éléments suffisants pour pouvoir statuer sur l'opposition.

## **II. MOYENS DES PARTIES**

13. L'opposant a introduit, en application de l'article 2.14, alinéa 1<sup>er</sup>, sous a, CBPI, une opposition auprès de l'Office, conformément aux dispositions de l'article 2.3, sous b, CBPI : risque de confusion en raison de l'identité ou de la ressemblance des signes concernés et de l'identité ou de la similitude des produits et services des marques en question.

### **A. Arguments de l'opposant**

14. En ce qui concerne la comparaison des produits et services, l'opposant estime qu'une partie des produits en classe 19 et des services en classe 37 visés par le dépôt contesté sont repris à l'identique dans la liste des produits et services revendiqués par le droit invoqué. En ce qui concerne les autres produits et services de ces classes contre lesquels l'opposition est dirigée, l'opposant considère qu'ils sont, au moins, similaires aux produits et services couverts par le droit invoqué.

15. Concernant la comparaison des signes, l'opposant relève que le droit invoqué est totalement repris dans le dépôt contesté et en constitue les cinq premières lettres. Il en déduit une ressemblance visuelle importante entre les signes. Sur le plan phonétique, l'opposant est d'avis que l'identité des deux premières syllabes de chaque signe est suffisante pour conclure à la ressemblance de ceux-ci. L'ajout des lettres finales « IA » au sein du dépôt contesté ne serait, selon l'opposant, pas suffisant pour introduire des différences significatives entre les signes, d'autant que le public attache généralement davantage d'attention à la première partie des signes auxquels il est confronté. D'un point de vue conceptuel, l'opposant considère qu'une comparaison n'est pas pertinente, les signes en cause n'ayant aucune signification claire.

16. En conclusion, l'opposant estime qu'il existe un risque de confusion entre le droit invoqué et le dépôt contesté. Il demande à l'Office de faire droit à l'opposition et de refuser l'enregistrement du dépôt contesté.

### **B. Réaction du défendeur**

17. En ce qui concerne la comparaison des produits et services, le défendeur reconnaît l'identité de certains produits repris en classe 19. Les autres produits de la classe 19 seraient, par contre, différents de la liste des produits et services désignés par le droit invoqué. Certains produits ne seraient, en effet, pas exclusivement destinés au secteur de la construction, de sorte que l'intitulé général, en rapport avec le secteur de la construction, visé par le droit invoqué ne saurait couvrir entièrement les produits du dépôt contesté. En ce qui concerne les services visés respectivement en classe 37, le défendeur les considère comme différents également, le droit invoqué ne visant que les services de construction au sens strict et nullement l'ensemble des services gravitant autour de ceux-ci et qui seraient dispensés par d'autres types d'entreprises.

18. En ce qui concerne la comparaison des signes, le défendeur relève que le droit invoqué est composé de cinq lettres formant ensemble deux syllabes alors que le dépôt contesté en contient sept formant ensemble trois syllabes. Il conteste en conséquence la prétendue ressemblance visuelle et phonétique entre les signes, les lettres finales « IA », particulièrement distinctives, introduisant

suffisamment de différences entre ceux-ci. Sur le plan conceptuel, le défendeur considère, en l'absence de signification claire des signes, qu'une comparaison n'est pas pertinente.

19. Le défendeur relève que le droit invoqué ne serait pas utilisé au Benelux et qu'il ne jouirait d'aucune notoriété.

20. De plus, le défendeur affirme le public pertinent pour les produits et services visés est constitué de professionnels.

21. Au vu de ces considérations, le défendeur demande à l'Office de rejeter l'opposition, de procéder à l'enregistrement du dépôt contesté et de laisser les dépens à charge de l'opposant.

### III. DECISION

#### A.1. Risque de confusion

22. Conformément à l'article 2.14, alinéa 1<sup>er</sup>, sous a, CBPI, le déposant ou le titulaire d'une marque antérieure peut, dans un délai de deux mois à compter du premier jour du mois suivant la publication du dépôt, introduire une opposition écrite auprès de l'Office contre une marque qui prend rang après sa marque, conformément aux dispositions de l'article 2.3, sous a et b, ou qui est susceptible de créer une confusion avec sa marque notoirement connue au sens de l'article 6bis de la Convention de Paris.

23. L'article 2.3, sous a et b, CBPI dispose que : « *Le rang du dépôt s'apprécie en tenant compte des droits existant au moment du dépôt et maintenus au moment du litige, à : a. des marques identiques déposées pour des produits ou services identiques ; b. des marques identiques ou ressemblantes déposées pour des produits ou services identiques ou similaires, lorsqu'il existe, dans l'esprit du public, un risque de confusion qui comprend le risque d'association avec la marque antérieure* ».

24. Selon la jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après : « CJUE ») relative à l'interprétation de la Directive 2008/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 rapprochant les législations des États membres sur les marques (ci-après : « la Directive »), constitue un risque de confusion le risque que le public puisse croire que les produits ou services concernés proviennent de la même entreprise ou, le cas échéant, d'entreprises liées économiquement (arrêts CJUE, Canon, C-39/97, 29 septembre 1998 ; Lloyd Schuhfabrik Meyer, C-342/97, 22 juin 1999 ; voir aussi e.a. CJBen, A 98/3, Brouwerij Haacht/Grandes Sources belges, 2 octobre 2000 ; CJBen, A 98/5, Marca Mode/Adidas, 7 juin 2002 ; Hoge Raad der Nederlanden, C02/133HR, Flügel-flesje, 14 novembre 2003 ; Bruxelles, N-20060227-1, 27 février 2006).

#### **Comparaison des signes**

25. L'appréciation globale du risque de confusion doit, en ce qui concerne la similitude visuelle, auditive ou conceptuelle des signes en cause, être fondée sur l'impression d'ensemble produite par les marques, en tenant compte, notamment, des éléments distinctifs et dominants de celles-ci.

26. Il ressort du libellé de l'article 4, paragraphe 1, sous b), de la Directive (comp. article 2.3, sous b, CBPI), aux termes duquel « il existe, dans l'esprit du public, un risque de confusion qui comprend le risque d'association avec la marque antérieure », que la perception des marques qu'a le consommateur moyen du type de produit ou service en cause joue un rôle déterminant dans l'appréciation globale du risque de confusion. Le consommateur moyen perçoit normalement une marque comme un tout et ne se livre pas à un examen de ses différents détails (CJUE, arrêt Sabel, C-251/95, 11 novembre 1997).

27. Les signes à comparer sont les suivants :

Opposition basée sur :	Opposition dirigée contre :
<b>BATEX</b>	<b>BATEXIA</b>

*Comparaison phonétique*

28. Le dépôt contesté est un signe purement verbal constitué d'un mot de cinq lettres, à savoir « BATEX ». Le droit invoqué est également un signe purement verbal constitué, lui, d'un mot de sept lettres, à savoir « BATEXIA ».

29. En règle générale, le consommateur attache plus d'importance à la première partie d'une marque (TUE, arrêt Mundicor, T-183/02 et T-184/02, 17 mars 2004). En l'espèce, le droit invoqué est totalement intégré dans le signe contesté « BATEXIA » duquel il constitue les cinq premières lettres.

30. Dès lors, même si le signe contesté comprend sept lettres, là où le droit invoqué n'en contient que cinq et que corrélativement, le nombre de syllabes diffère également, l'Office estime qu'il subsiste une ressemblance phonétique des signes en cause, due à la reprise intégrale du droit invoqué comme première et seconde syllabes du dépôt contesté.

31. L'Office conclut que les signes se ressemblent sur le plan phonétique.

*Comparaison visuelle*

32. De la même manière, l'Office constate que, visuellement, le droit invoqué est intégralement repris dans le signe contesté et en constitue les cinq premières lettres sur un total de sept. Vu l'importance qui est normalement attachée au début des signes par le public pertinent (voir TUE, arrêt Mundicor, précité), l'Office conclut que sur le plan visuel, les signes en cause présentent un certain degré de ressemblance, sans que l'ajout des lettres « -IA » ne puisse remettre en cause cette ressemblance.

33. L'Office conclut que les signes se ressemblent sur le plan visuel.

*Comparaison conceptuelle*

34. Aucun des signes n'ayant de signification claire, l'Office considère qu'une comparaison conceptuelle n'est pas pertinente en l'espèce.

*Conclusion*

35. Les signes se ressemblent sur les plans phonétique et visuel. Une comparaison conceptuelle n'est pas pertinente.

**Comparaison des produits et services**

36. Pour apprécier la similitude entre les produits et services en cause, il y a lieu de tenir compte de tous les facteurs pertinents qui caractérisent le rapport entre les produits et services. Ces facteurs incluent, en particulier, leur nature, leur destination, leur usage ainsi que leur caractère concurrent ou complémentaire (CJUE, arrêt Canon, précité).

37. Lors de la comparaison des produits et services du droit invoqué avec les produits et services contre lesquels l'opposition est dirigée, sont pris en considération les produits et services tels que formulés au registre, ou encore tels qu'indiqués dans la demande de marque.

38. En tenant compte de la limitation introduite par l'opposant quant à la portée de son opposition (voir point 4), les produits et services à comparer sont les suivants :

Opposition basée sur :	Opposition dirigée contre :
CI 6 Constructions métalliques, notamment bungalows de chantiers métalliques, bâtiments industriels métalliques, hangars métalliques, constructions transportables métalliques, constructions modulaires métalliques, matériaux de construction métalliques, parties préfabriquées de constructions transportables et modulaires métalliques.	
CI 19 Constructions non métalliques, notamment bungalows de chantiers non métalliques, bâtiments industriels non métalliques, hangars non métalliques, constructions transportables non métalliques, constructions modulaires non métalliques, matériaux de construction non métalliques, parties préfabriquées de constructions transportables et modulaires non métalliques.	CI 19 Matériaux de construction non métalliques ; constructions transportables non métalliques ; monuments non métalliques ; constructions non métalliques ; échafaudages non métalliques ; verre de construction ; verre isolant (construction) ; béton ; ciment ; bois de construction ; bois façonnés.
CI 37 Services de construction, services de réparation, d'entretien de bungalows de chantier, bâtiments industriels, hangars, constructions transportables, constructions modulaires, de parties préfabriquées de bungalows de chantier, de bâtiments industriels, de hangars, de constructions transportables, de constructions modulaires ; services de montage, de démontage, de maintenance de	CI 37 Construction d'édifices permanents ; informations en matière de construction ; supervision (direction) de travaux de construction ; maçonnerie ; travaux de plâtrerie ou de plomberie ; travaux de couverture de toits ; services d'étanchéité (construction) ; démolition de constructions ; location de machines de chantier ; nettoyage d'édifices (surfaces extérieures) ou de fenêtres.

constructions transportables, de constructions modulaires et de parties préfabriquées de constructions transportables et de constructions modulaires.	
CI 43 Services de location de constructions modulaires, de constructions transportables et de leurs parties constitutives.	

#### Classe 19

39. Les « *matériaux de construction non métalliques ; constructions transportables non métalliques ; constructions non métalliques* » en classe 19 du dépôt contesté sont repris *expressis verbis* dans la liste des produits visés par le droit invoqué. Ils sont donc identiques, ce qui est, par ailleurs, reconnu *in confesso* par chacune des parties.

40. Les « *verre de construction ; verre isolant (construction) ; béton ; ciment ; bois de construction* » font partie de la catégorie générale des « *matériaux de construction non métalliques* » du droit invoqué. Ces produits sont donc identiques.

41. Les « *monuments non métalliques* » du dépôt contesté font partie de la catégorie plus générale des « *constructions non métalliques* » ou « *des constructions modulaires non métalliques* » visés par le droit invoqué. Ces produits sont donc identiques.

42. Les « *échafaudages non métalliques* » font partie de la catégorie générale « *des constructions modulaires non métalliques* » visées en classe 19 par le droit invoqué. Ces produits doivent donc être considérés comme identiques.

43. Les « *bois façonnés* » sont des produits résultant d'un certain travail du bois, même grossier, par opposition au bois brut. En ce sens, il s'agit d'un matériel pouvant être utilisé dans la construction ou utilisé à un stade ultérieur de la construction d'un bâtiment, tels la rénovation ou le travail de finition. Les services d'entrepreneur peuvent comprendre tant le gros œuvre que les finitions d'une construction. De plus, il n'est pas rare que ce soit l'entrepreneur lui-même qui fournisse le matériel nécessaire sur choix du maître de l'ouvrage. Il faut donc considérer que les « *bois façonnés* » font partie de la catégorie plus générale des « *matériaux de construction non métalliques* » visés en classe 19 par le droit invoqué. Ces produits et services sont donc identiques, ou à tout le moins fortement similaires.

#### Classe 37

44. Les services de « *construction d'édifices permanents ; maçonnerie ; travaux de plâtrerie ou de plomberie ; travaux de couverture de toits ; services d'étanchéité (construction)* » du dépôt contesté sont des services compris dans la catégorie plus générale des « *services de construction, [services] de réparation* » visés par le droit invoqué en classe 37 également. Ces services doivent donc être considérés comme identiques.

45. Les services de « *nettoyage d'édifices (surfaces extérieures) ou de fenêtres* » sont compris dans la catégories plus générale des « *services d'entretien de bungalows de chantier, bâtiments*

*industriels, hangars, constructions transportables, constructions modulaires, de parties préfabriquées de bungalows de chantier, de bâtiments industriels, de hangars, de constructions transportables, de constructions modulaires* ». Ces services doivent donc être considérés comme identiques.

46. Comme le relève l'opposant, les services de « *démolition de constructions* » sont intimement liés aux « *services de construction* » du droit invoqué puisqu'ils en constituent souvent le préalable. La démolition totale ou partielle de bâtiments peut être confiée à la même entreprise que celle chargée de la construction d'un nouveau bâtiment ou d'une partie de celui-ci. Ces services sont donc fortement similaires.

47. Les services de « *supervision (direction) de travaux de construction* », formulés tels quels, ne visent pas exclusivement les services prodigués par les architectes lesquels sont, en principe, indépendants de l'entreprise de construction. En effet, la direction de travaux de construction peut être réalisée par un entrepreneur s'adjoignant le concours de plusieurs sous-entrepreneurs ou corps de métiers indépendants. En ce sens, l'entrepreneur assure la coordination du chantier et la « *supervision (direction) de travaux de construction* ». Ces services ne sont donc pas incompatibles avec les « *services de construction* » mais sont, au contraire, intimement liés. Ils doivent donc être considérés comme fortement similaires.

48. Les services d'« *informations en matière de construction* » sont des services qui sont dispensés préalablement à un projet de construction. Ces services peuvent très fréquemment être dispensés par les mêmes entreprises que celles qui exécutent des travaux de construction. Ces services sont donc intimement liés aux « *services de construction* » du droit invoqué. Ils doivent donc être considérés comme similaires.

49. En ce qui concerne les services de « *location de machines de chantier* » du dépôt contesté, l'Office constate que ces services entretiennent un rapport très étroit avec les « *matériaux de constructions métalliques* » et les « *matériaux de construction non métalliques* » visés respectivement en classes 6 et 19 par le droit invoqué. Il est en effet habituel de fournir de manière combinée à la location de machines de chantier, le matériel de construction qui lui correspond. Les services de « *location de machines de chantier* » doivent donc être considérés comme complémentaires aux « *matériaux de constructions métalliques* » en classe 6 et aux « *matériaux de construction non métalliques* » en classe 19. Ces produits et services sont donc similaires.

#### *Conclusion*

50. Les produits en classe 19 du dépôt contesté sont identiques ou fortement similaires aux produits visés en classe 19 par le droit invoqué. Les services de la classe 37 du droit invoqué sont, pour partie, identiques aux services en classe 37 du droit invoqué et, pour partie, (fortement) similaires à ces mêmes services ou à certains produits des classes 6 et 19 du droit invoqué.

### **A.2. Appréciation globale**

51. L'attention du public, l'identité ou la similitude des produits et services et la ressemblance des signes jouent un rôle particulier dans l'appréciation du risque de confusion.



52. L'appréciation globale implique une certaine interdépendance entre les facteurs pris en compte, et notamment la similitude des marques et celle des produits ou services désignés. Ainsi, un faible degré de similitude entre les produits ou services désignés peut être compensé par un degré élevé de similitude entre les marques, et inversement (arrêts Canon et Lloyd, précités).

53. Le consommateur moyen est censé être normalement informé et raisonnablement attentif et avisé. Il faut tenir compte du fait que le consommateur moyen n'a que rarement la possibilité de procéder à une comparaison directe des différentes marques, mais doit se fier à l'image non parfaite qu'il en a gardée en mémoire (arrêt Lloyd Schuhfabrik Meyer, précité). En l'espèce et contrairement à l'argument du défendeur (voir point 20), les produits et services couverts sont des produits qui s'adressent tant au professionnel de la construction qu'au consommateur moyen. De l'intitulé général de la liste des produits et services couverts par les signes en cause, il ne ressort pas qu'ils s'adresseraient exclusivement à un public spécialisé -au niveau d'attention élevé-, ou à un consommateur moyen particulièrement attentif. Le niveau d'attention du public pertinent est donc un niveau d'attention moyen (par analogie : décision OBPI, arrêt CONET, 2000424, 21 décembre 2007).

54. Il convient de relever que le risque de confusion est d'autant plus élevé que le caractère distinctif de la marque antérieure s'avère important. Les marques qui ont un caractère distinctif élevé, soit intrinsèquement, soit en raison de la notoriété dont elles jouissent sur le marché, bénéficient d'une protection plus étendue que celles dont le caractère distinctif est moindre (voir arrêt Canon, précité). Vu que le droit invoqué n'a pas de signification en relation avec les produits et services revendiqués, il dispose d'un caractère distinctif normal. Par ailleurs, étant donné que l'opposant n'a pas invoqué une quelconque notoriété du droit invoqué, il n'y a pas lieu de revenir sur l'argument du défendeur la concernant (voir point 19).

55. En l'espèce, les signes se ressemblent sur les plans visuel et phonétique ; une comparaison conceptuelle n'est pas pertinente. Les produits et services visés par les signes en cause sont, eux, identiques ou (fortement) similaires. Dès lors, au vu du principe d'interdépendance précité, l'Office estime que le public pourra croire que les produits et services couverts par le droit invoqué et par le dépôt contesté proviennent de la même entreprise ou d'entreprises liées économiquement.

## **B. Autres facteurs**

56. L'argument du défendeur selon lequel le droit invoqué ne serait pas utilisé au Benelux (voir point 19) ne peut être pris en considération par l'Office. En effet, en application de l'article 2.16, alinéa 3, sous a, CBPI et de l'article 2.26, alinéa 2, sous a CBPI, un usage normal de la marque doit être fait pour les produits ou services pendant une période de cinq années antérieure à la date de publication du dépôt contre lequel l'opposition est dirigée. En l'espèce, le droit antérieur a été enregistré dans le délai de cinq ans précédent la publication du dépôt contesté, de telle sorte qu'il ne peut, dans le cadre de la procédure, être soumis à obligation d'usage. Dans le cas présent donc, l'absence d'usage au Benelux pour les produits et services couverts par le droit antérieur n'est pas de nature à influencer la décision de l'Office.

57. La procédure d'opposition auprès de l'Office ne prévoit pas, en cas de rejet de l'opposition, que les « dépens soient laissés à charge de l'opposant » (voir point 21). L'article 2.16, alinéa 5, CBPI

et la règle 1.32, alinéa 3, du règlement d'exécution (ci-après « RE ») prévoient qu'un montant équivalent à la taxe de base de l'opposition est à charge de la partie perdante.

### C. Conclusion

58. Sur base de ce qui précède, l'Office conclut qu'il existe un risque de confusion entre les signes désignant des produits et services identiques ou (fortement) similaires en classes 19 et 37, contre lesquels l'opposition a été dirigée.

### IV. CONSÉQUENCE

59. L'opposition numéro 2005305 est justifiée.

60. La dépôt Benelux portant le numéro 1201347 n'est pas enregistré pour les produits et services contre lesquels l'opposition a été dirigée, à savoir :

- Classe 19 : « *Matériaux de construction non métalliques ; constructions transportables non métalliques ; monuments non métalliques ; constructions non métalliques ; échafaudages non métalliques ; verre de construction ; verre isolant (construction) ; béton ; ciment ; bois de construction ; bois façonnés* ».
- Classe 37 : « *Construction d'édifices permanents ; informations en matière de construction ; supervision (direction) de travaux de construction ; maçonnerie ; travaux de plâtrerie ou de plomberie ; travaux de couverture de toits ; services d'étanchéité (construction) ; démolition de constructions ; location de machines de chantier ; nettoyage d'édifices (surfaces extérieures) ou de fenêtres* ».

61. La dépôt Benelux portant le numéro 1201347 est enregistré pour les produits et services contre lesquels l'opposition n'a pas été dirigée, à savoir :

- Classe 19 : « *Tuyaux rigides non métalliques pour la construction ; asphalte, poix et bitume ; objets d'art en pierre, en béton ou en marbre ; statues ou figurines (statuettes) en pierre, en béton ou en marbre ; vitraux ; monuments funéraires non métalliques* ».
- Classe 35 : *(tous les services)*
- Classe 36 : *(tous les services)*
- Classe 37 : « *Construction de routes, de ponts ; nettoyage ou entretien de véhicules ; assistance en cas de pannes de véhicules (réparation) ; désinfection ; dératisation ; blanchisserie ; rénovation de vêtements ; entretien, nettoyage et réparation du cuir ou des fourrures ; repassage du linge ; travaux de cordonnerie ; rechapage ou vulcanisation (réparation) de pneus ; installation, entretien et réparation d'appareils de bureau ; installation, entretien et réparation de machines ; installation, entretien et réparation d'ordinateurs ; entretien et réparation d'horlogerie ; réparation de serrures ; restauration de mobilier ; construction navale* ».

62. L'opposition étant justifiée, le défendeur est redevable d'un montant de 1.000 euros au bénéfice de l'opposant en vertu de l'article 2.16, alinéa 5, CBPI, à lire en lien avec la règle 1.32 RE. La présente décision forme titre exécutoire en vertu de l'article 2.16, alinéa 5, CBPI.

63. La Haye, le 28 juillet 2011

Lionel Duez

Diter Wuytens

Pieter Veeze

*(rapporteur)*

Agent chargé du suivi administratif : François Veneri